

*Initiatives ministérielles*

Il va recommencer à s'attaquer aux faibles. C'est ce qu'il a fait au printemps. Au lieu que les ministres prennent la parole à la Chambre et assument la responsabilité de leurs actes, ils rejettent celle-ci sur les bureaucrates qui ne peuvent pas se défendre, en s'en prenant aux faibles. Que font-ils aujourd'hui? Ils s'attaquent aux fonctionnaires au plus bas niveau de classification. Le gouvernement a accordé une augmentation de 4,5 p. 100 aux grosses légumes et deux jours plus tard il a adopté une nouvelle politique. Il a décidé de ne pas augmenter les gens qui se trouvent au bas de l'échelle salariale. C'est ce qu'il a fait. Maintenant il essaye de se couvrir, parce qu'il a été pris sur le fait. Il dit qu'il le fera l'année prochaine.

C'est cette année que les gens sont touchés par ce problème et qu'ils font face à une inflation de 6 p. 100. De ces 6 p. 100 d'inflation, la moitié a été causée par les augmentations d'impôt imposées aux Canadiens par le gouvernement.

Le président du CN a obtenu une augmentation cette année, mais les petits fonctionnaires qui ne gagnent que 16 000, 18 000 ou 20 000 \$ devront attendre un an. Les grosses légumes n'auront aucune augmentation l'année prochaine parce que le gouvernement a été pris sur le fait. Il a essayé de faire cela en douce. Quand nous nous en sommes aperçus et que nous en avons informé le public, il a décidé de changer d'avis.

Hier, monsieur le Président, le ministre a pris la parole à la Chambre pour déclarer qu'ils n'ont aucune augmentation au Nouveau-Brunswick. C'est vrai, mais le ministre aurait dû être honnête avec les Canadiens et leur dire la vérité. Au Nouveau-Brunswick—qui a un gouvernement libéral—certes, ils n'ont pas d'augmentation parce que le gouvernement fédéral a réduit les paiements de transfert versés à cette province.

Au Nouveau-Brunswick, ils ont bien accordé une augmentation à 30 p. 100 de leurs employés, à ceux qui sont le moins bien payés et non pas à ceux qui touchent les plus gros salaires. Voilà où réside la différence. Dans cette province, les employés qui gagnent moins de 20 000 \$—et cela vise un tiers de la fonction publique ou 30 p. 100 des effectifs—ont eu une augmentation de 2,5 p. 100 cette année et non pas de 0 p. 100. Ceux qui gagnent 17 000 \$ ont obtenu 3,4 p. 100 et non pas 0 p. 100.

Les fonctionnaires ici n'ont aucune augmentation. Le gouvernement ne leur a pas offert 3 p. 100. Bon, s'il offrait aujourd'hui 3 p. 100, nous serions d'accord avec sa façon de procéder. Les fonctionnaires n'ont pas refusé

les 3 p. 100: le gouvernement a offert 0 p. 100 d'augmentation. C'est ce qu'il propose dans le projet de loi. S'il propose 3 p. 100, nous l'appuierons. Nous ne ferons pas de difficulté. Nous serons tous d'accord. Après tout, nous savons qu'il faut être raisonnable.

Nous nous sommes heurtés aux mêmes problèmes dans le passé. C'est un fait, mais sachez que nous n'avons jamais offert 0 p. 100 d'augmentation alors que le taux d'inflation était de 6 p. 100.

Ce que le gouvernement cherche en ce moment, c'est la confrontation. Oui, c'était six et cinq pour tout le monde. Le blocage valait aussi pour les prix. Tout le monde était visé. Le gouvernement n'offrait pas une augmentation de 4,5 p. 100 à ceux qui gagnaient 300 000 \$ et 0 p. 100 à ceux qui faisaient 16 000 \$. C'était six et cinq pour tous, sans exception.

La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de savoir qui est à droite ou à gauche. C'est de savoir ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Le problème pourrait être réglé très facilement parce que ce qui est important aujourd'hui, c'est la médiation. Devant un médiateur, le syndicat aurait pu invoquer ce qui a été fait au Nouveau-Brunswick.

• (1050)

Il aurait pu soutenir que les salariés au bas de l'échelle auraient reçu une augmentation de peut-être 3 p. 100. C'est peu lorsque l'inflation est à 6 p. 100, mais c'est mieux que rien pour faire face à la misère qui est parfois la leur.

Le gouvernement a encore cherché à diviser le pays. . .

**Mme Copps:** Sur un coup de dés.

**M. Chrétien:** Et sur un coup de dés. Pour lui, c'est un jeu de dés. Sa devise est: «C'est moi qui décide», comme toujours.

J'ai passé tout l'été à voyager au Canada. J'ai visité huit des dix provinces et jamais je n'ai vu les gens dans un tel état d'esprit. Ils sont complètement découragés.

J'ai parlé à des agriculteurs, des pêcheurs, des consommateurs. On ne peut pas dire qu'ils sont très heureux. Ils vont en voiture aux États-Unis pour y faire leurs achats parce que les politiques fiscales du gouvernement actuel ont tellement fait augmenter les prix ici. Ils ne sont pas fiers de rentrer avec le coffre de la voiture plein de marchandises achetées aux États-Unis. Les marchands canadiens ne peuvent pas soutenir la concurrence des prix à cause des taxes élevées que le gouvernement a imposées.